

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 2 AOUT 1933.

Rapport de la Commission des Colonies, chargée de l'examen du Projet de Loi contenant le Budget des dépenses et des recettes extraordinaires du Congo Belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1933, autorisant un virement de crédits au Budget des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1930 et allouant des crédits supplémentaires au Budget des dépenses extraordinaires du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1932.

(Voir les n^{os} 113, 170 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séance du 25 juillet 1933.)

Présents : MM. LEYNIERS, président-rapporteur ; BERNARD, GODDING, RUTTEN (Joseph), THIENPONT et WAUTERS.

MADAME, MESSIEURS,

La Commission des Colonies a exprimé tout récemment, dans ses rapports, ses observations et ses desiderata au sujet de la politique coloniale au Congo Belge et au Ruanda-Urundi.

Les échanges de vues qui se sont produits entre le Ministre des Colonies, les rapporteurs et les divers orateurs, lors de la discussion des budgets des Colonies au Sénat, ont précisé ces observations et ces desiderata.

La Commission des Colonies a insisté notamment sur la nécessité d'avoir un programme à assez longue échéance dans l'ordre politique, économique et financier, programme qui soit une véritable synthèse d'un ensemble d'études, d'expériences, de recherches et d'efforts.

Sans programme bien défini, adapté aux réalités et aux possibilités africaines, susceptible d'être remanié selon les circonstances, permettant de concrétiser les buts à atteindre, d'assurer la continuité de la politique arrêtée, de partager les dépenses sur plusieurs exercices budgétaires, de rendre le contrôle simple, facile et efficace, un Gouvernement colonial s'expose à vivre au jour le jour et se livre d'avance aux aventures les plus imprévues.

Pour faire œuvre utile, les budgets ordinaire et extraordinaire d'une colonie doivent être établis en fonction des programmes arrêtés.

En les votant, le Parlement ne se borne pas à autoriser des dépenses ou des recettes, il lui est impossible de les discuter sérieusement et utilement sans discuter en même temps la politique coloniale et les programmes en cours

d'exécution. Accepter les budgets c'est donc approuver tacitement la politique coloniale que ces budgets impliquent et les Ministres ne manquent jamais l'occasion de nous le rappeler, lorsque l'argument leur paraît opportun.

Un exposé succinct, mais précis, du programme politique et économique arrêté par le Gouvernement colonial pour un certain nombre d'années à venir constituerait à la fois la justification et l'Exposé des motifs du programme financier, des projets de budgets, des emprunts à court ou à long terme.

Certes, il y a lieu de tenir compte des conditions politiques, économiques et financières actuelles trop instables pour permettre de prévoir l'avenir avec quelque certitude et dont les répercussions sur la production, les entreprises et les finances congolaises n'ont pu encore être évaluées avec précision.

Il est cependant certain que dans le monde économique de demain — exception faite peut-être de quelques régions qui s'isoleront, au moyen de barrières douanières élevées, pour un temps plus ou moins long — les marchés appartiendront à ceux qui produiront, transporteront et vendront au plus bas prix.

Il est tout aussi certain que les ressources financières de l'Afrique Belge sont en relation étroite avec la production des richesses par les Européens et par les indigènes.

Aucun programme humanitaire ne peut être réalisé sans argent et l'argent ne peut entrer dans les caisses du Gouvernement colonial que si les entreprises européennes et indigènes produisent et vendent.

Le Gouvernement colonial ne pourrait donc se désintéresser de la production et de la prospérité des entreprises européennes ou indigènes sans en ressentir à très bref délai la répercussion dans la situation de ses finances.

Il est évident, dès lors, qu'une politique coloniale avisée doit avoir pour but de favoriser au maximum une production abondante, de la meilleure qualité, au plus bas prix de revient, susceptible de se vendre sur les divers marchés du monde.

A ces fins, votre Commission des Colonies croit utile de vous suggérer combien opportune serait actuellement la mise en pratique :

a) D'une politique minière, favorisant la recherche et la prospection des gisements et l'exploitation immédiate et méthodique de ceux-ci, s'ils sont susceptibles de payer, dans les contingences économiques d'aujourd'hui et de demain, les frais d'exploitation, de transport et de vente;

b) D'une politique agricole favorisant spécialement les cultures indigènes, établies par les indigènes eux-mêmes, faites sur les terres indigènes, pour leur compte et à leur profit, avec la collaboration scientifique, technique et financière nécessaire, cette collaboration leur étant assurée soit par le Gouvernement, soit par des entreprises européennes.

Cette politique favorisera l'agriculture indigène plutôt que l'agriculture européenne, dans tous les cas où l'agriculture indigène est susceptible d'atteindre un prix de revient inférieur au prix de revient des entreprises agricoles européennes. Elle favorisera l'agriculture européenne dans tous les cas où l'agriculture indigène s'avérera incapable ou impuissante, à condition toutefois que ces entreprises soient à même de produire à un prix de revient suffisamment bas, pour pouvoir soutenir victorieusement la concurrence sur le marché mondial.

Un membre fait observer, à ce sujet, que cette politique devrait, en tout état de cause, respecter les situations acquises et les engagements qui ont été pris, non seulement dans leur lettre, mais aussi dans leur esprit. Il rappelle que le

Ministre des Colonies, sous la date du 19 novembre 1927, adressa un appel à l'initiative privée, « pour qu'elle se décidât à faire un effort énergique qui pourrait aboutir à la production annuelle, par le Congo, des matières premières, alimentaires et autres, dont la Belgique a besoin, production qui jusque là n'avait pas attiré suffisamment les capitaux belges. » Ce membre considérerait comme une manifestation nouvelle et regrettable du manque de continuité si souvent reproché à notre politique coloniale, que de voir adopter vis-à-vis des plantations européennes qui se sont établies au Congo à la suite d'appels pressants du Ministre lui-même, une politique qui consisterait à retirer à ces plantations l'appui et l'assistance sur lesquels elles pouvaient légitimement compter, et qui aurait pour résultat de compromettre leur existence.

En ordre principal, le Gouvernement n'encouragera et ne soutiendra effectivement que les sociétés qui, pour avoir résisté à la tourmente des cours dépréciés, auront fait la preuve de leur viabilité;

c) Une politique d'élevage, tendant à améliorer les méthodes de l'élevage indigène, tout en le laissant adapté au pays et tendant aussi à créer et à intensifier chez les indigènes l'élevage du petit et du gros bétail, partout où cet élevage s'avère possible.

Des efforts financiers considérables ont été faits pour créer et développer un élevage européen. Bien peu de chose a été fait jusqu'à présent pour améliorer et développer l'élevage du petit bétail par les indigènes et introduire chez eux, là où le pays offre des possibilités, l'élevage du gros bétail.

Il semble que jusqu'à ce jour le Gouvernement était acquis à l'idée qu'il n'y a d'avenir au Congo Belge que pour le seul élevage entrepris par les Européens.

Or, qui ne voit que le coût de cet élevage sera toujours très élevé? Qui ne sait qu'aucune de ces entreprises ne gagne de l'argent? Ce n'est un secret pour personne que celles qui ont paru en gagner n'ont réalisé de bénéfices que sur le commerce de boucherie.

Au cours des siècles, à la suite de longs tâtonnement et la sélection naturelle aidant, les indigènes du Kivu et de l'Ituri et ceux du Ruanda-Urundi, sont arrivés, sans aucune aide européenne, à posséder des troupeaux nombreux acclimatés et relativement prospères.

Pour peu que le Gouvernement les favorise et leur accorde, à l'occasion, l'aide de techniciens avertis, il n'y a donc aucune raison de supposer que là, où les conditions naturelles permettent l'élevage, les indigènes réussiront, à la longue, moins bien que les européens.

Un membre émet le vœu que les plus grands efforts devraient être faits, suivant un plan précis et méthodique, pour dégager l'élevage indigène des procédés empiriques qui le dominent. Il y aurait lieu notamment d'orienter l'indigène vers la sélection scientifique, de combattre son imprévoyance naturelle en l'encourageant à créer des réserves de fourrage pour la saison sèche. Le bétail indigène souffre également de manque d'abris appropriés contre les intempéries.

Ne pourrait-on, par exemple, envisager l'installation, dans les régions se prêtant à l'élevage, sur les terres des chefferies et avec l'assentiment de celles-ci, de quelques familles de pasteurs possédant de petits troupeaux, troupeaux qui s'augmentant avec les années, se répartiraient petit à petit dans le pays?

d) Une politique de transports tendant à obtenir les tarifs les plus bas.

Au cours des débats du Sénat, lors de la discussion des budgets coloniaux et

ainsi que l'honorable Ministre l'a, du reste, reconnu lui-même, ni le Gouvernement colonial métropolitain, ni le Gouvernement colonial d'Afrique ne possèdent en matière financière un programme de nature à réaliser l'équilibre des budgets coloniaux au plus tard le 31 décembre 1935, c'est-à-dire en trois années, comme le demandait la Commission des Colonies.

Les déclarations faites par M. le Ministre au Sénat et certaines espérances inscrites dans le présent projet de budget semblent procéder d'un optimisme quelque peu exagéré, comme si le Gouvernement attendait d'une reprise certaine des affaires et à brève échéance, le retour de la prospérité économique normale.

En présentant son projet de budget extraordinaire, le Gouvernement paraît ne pas avoir étudié d'une façon suffisamment approfondie le plus grave de tous les problèmes coloniaux de l'heure présente : l'adaptation de la Colonie et de ses activités économiques aux conditions de vie nouvelles, imposées par la crise et par ses répercussions inévitables.

La Commission des Colonies, sans prétendre, dans ce domaine, tracer des règles impératives, se borne à signaler qu'une extrême prudence s'impose au moment même où le déséquilibre budgétaire est inquiétant et où la situation de la trésorerie est particulièrement délicate.

A cet égard il ne serait pas en harmonie avec une saine politique économique et financière :

1^o De voir, par exemple, le Gouvernement colonial soutenir artificiellement, au moyen de subsides ou de prêts :

a) Des entreprises créées sur la base des hauts cours; vendant des produits incapables de résister dès que les cours baissent;

b) Des entreprises dont l'avenir semble définitivement compromis, soit en raison de frais généraux ou de frais de production trop élevés, de prix de revient trop forts, de l'inexistence de débouchés, etc.;

2^o De voir le Gouvernement colonial acheter directement ou indirectement par l'intermédiaire d'organismes officiels ou semi-officiels, des entreprises ou des titres d'entreprises, quand il n'y est pas obligé d'une façon absolue par des nécessités impérieuses de politique économique générale.

L'article 2 du projet de budget prévoit 500,000 francs pour racheter des troupeaux de bétail. Si ces troupeaux ont une valeur, il n'y a aucune raison pour que les grandes sociétés d'élevage ne les rachètent point, à leur valeur. Si ces troupeaux n'en ont pas, il n'y a aucune raison de voir la Colonie les acheter à un prix supérieur à celui qu'offriraient les sociétés d'élevage.

Il y aurait là un principe fort dangereux : on pourrait fonder sur des raisons analogues le rachat des plantations, des maisons de commerce, des immeubles divers dont les propriétaires, colons ou sociétés, désireraient se défaire.

L'article 4 du projet de décret du 2 mars 1933 réorganisant le Comité National du Kivu, — déposé au Parlement le 21 mars 1933, — utilise 44 millions, affectés au budget des travaux publics de 1930 pour permettre à la Colonie de racheter au Comité National du Kivu, pour 44 millions d'actions du Chemin de fer du Kivu.

Les entreprises privées ont eu pour but de réaliser des bénéfices. En période de prospérité, ce but a été atteint et nul n'a songé à les obliger à partager leur gain avec l'État.

Il serait excessif, abusif même, de voir l'État ou les organismes sous son

patronage racheter maintenant contre argent sonnante ou contre titres au prix fort, les affaires qui ont périclité ou celles qui sont à la veille de la faillite.

3° De voir le Gouvernement colonial, dans les circonstances économiques et financières du moment, alors que le Trésor Colonial est dans une situation particulièrement difficile, entrer dans la voie des prêts en numéraire aux sociétés envers lesquelles le Gouvernement du Congo Belge s'est engagé soit à souscrire des obligations soit à garantir l'intérêt et l'amortissement des actions ou obligations émises par elles — (voir article 15 du projet de budget.)

Semblable assistance ne doit pas être exclue d'une façon absolue, la prospérité de la Colonie dépendant de la prospérité des entreprises européennes et indigènes; mais, de l'avis de la Commission, elle ne peut intervenir que dans des cas exceptionnels, lorsque l'avenir de la Colonie est en jeu et, en tout état de cause, les sommes engagées doivent être entièrement récupérables.

Une question complémentaire a été posée à ce sujet au Département compétent; on en trouvera la réponse en annexe (n° 2).

L'article 18 autorise le Ministre des Colonies à créer des Bons du Trésor, pour compte du Congo Belge, à concurrence du montant des avances à consentir aux sociétés, sans que les avances en cours puissent excéder le montant de 50 millions de francs.

S'agit-il en l'occurrence d'avances aux seules sociétés cotonnières, effectuées en vertu de l'article 17 du projet de loi, ou s'agit-il d'avances aux sociétés prévues aux articles 15 et 17?

Si l'article 18 n'envisage que les avances aux sociétés cotonnières, au moyen de quels fonds la Colonie fera-t-elle des avances aux sociétés mentionnées à l'article 15, et faut-il conclure de ce que le texte ne prévoit aucun maximum pour les avances à faire, que celles-ci pourront atteindre n'importe quel chiffre?

Quelques éclaircissements paraissent désirables en l'occurrence.

Ces remarques faites, examinons sommairement le projet de budget tel qu'il a été établi.

I. — a) Le budget des dépenses extraordinaires comporte des crédits pour 63,647,411 francs.

Le Ministre a ordonné encore de nouveaux travaux extraordinaires à exécuter en 1933 sur les reliquats d'exercices passés.

Ces travaux s'élèvent à fr. 32,997-74.

Il s'agit de la construction de bâtiments, (12,731,000 francs); de routes (7,618,747 francs); de travaux d'assainissement (12,648,000 francs).

Dans la situation des finances coloniales, il y a lieu de ne procéder qu'à des travaux absolument indispensables, d'une nécessité absolue.

Une question a été posée au Département compétent. On en trouvera la réponse en annexe : question n° 5.

b) Souscription de titres et valeurs, participation, appels de fonds, augmentation de capital des régies : 10,647,411 francs.

c) Rachat de troupeaux de bétail : 500,000 francs.

La situation des finances coloniales est telle que la Commission des Colonies désirerait que le Gouvernement Colonial revoie ces chiffres avant d'exécuter le budget.

Est-ce vraiment le moment d'augmenter le capital des Régies?

Le vrai rôle du Gouvernement colonial, en matière d'agriculture, consiste à promouvoir l'agriculture européenne dans une bonne direction; c'est le rôle des stations scientifiques de recherches, d'études et d'essais.

Il paraît peu désirable de voir l'État créer, développer et exploiter au Congo de grandes plantations établies sur le plan capitaliste et concurrencer lui-même les entreprises agricoles européennes ou indigènes, établies dans le pays.

Nous avons fait connaître ci-dessus l'avis de la Commission au sujet des crédits demandés pour le bétail.

Qu'advierait-il de ce bétail, s'il était acheté par la Colonie? Si on le transporte au-delà de son habitat, il a beaucoup de chances de mourir en route. Dans ce cas, l'achat se traduirait par une perte sèche pour la Colonie.

Si on le laisse où il est, il faudra le garder, le protéger,... on engagera du personnel et on édifiera peut-être un nouveau centre d'élevage.

Gardons-nous d'entrer dans la voie de dépenses nouvelles d'une façon inconsidérée, s'il n'y a pas nécessité impérieuse de le faire.

II. — *Virement des crédits du budget extraordinaire du Congo Belge de l'exercice 1930.*

Comme nous l'avons signalé ci-dessus, 44 millions sont virés du budget extraordinaire de 1930 (travaux des Gouvernements provinciaux, programme de travaux d'utilité publique) à l'article 1^{er} de ce même budget, aux fins de permettre à la Colonie d'acheter au Comité National du Kivu pour 44 millions d'actions du chemin de fer du Kivu.

En fait, la Colonie, au lieu d'effectuer les travaux publics prévus aux budgets de 1930, investit des crédits dans le chemin de fer du Kivu.

Le Comité National du Kivu cède une partie de son portefeuille (44 millions d'actions du chemin de fer), pour se faire vraisemblablement des liquidités. La Colonie utilise, pour payer ces actions, des crédits prévus pour des travaux publics à effectuer au Congo et non dépensés, à concurrence de 44 millions.

Ce simple exposé des faits démontre à suffisance l'absence de programmes précis notamment en matière de travaux publics et de finances coloniales.

III. — *Fonds spéciaux.*

a) Fonds temporaire de crédit agricole.

Il est demandé un crédit de 10 millions, de façon à élever ce fonds à 50 millions.

Diverses observations ont été faites ci-dessus au sujet de ce fonds.

La Commission aimerait voir consacrer au développement de l'agriculture indigène, comme suite aux suggestions de S. A. R. Monseigneur le Duc de Brabant, les sommes nécessaires, parallèlement à celles affectées au soutien de l'agriculture européenne.

La Commission hésite à partager l'optimisme du Gouvernement colonial, qui estime que l'on peut espérer qu'à partir de 1934, les remboursements effectués sur les prêts antérieurement consentis, seront suffisants pour les besoins futurs de ce fonds. Pour permettre à la Commission d'apprécier ce qu'a été, dans ce domaine, la politique du Gouvernement colonial, ce dernier devrait communiquer à la Commission la liste des entreprises bénéficiaires des prêts, avec toutes les indications utiles au sujet des superficies en culture et en exploitation, des rendements, des capitaux investis par l'entreprise, des bénéfices réalisés par elle et des capitaux avancés par la Colonie.

Un membre fait des réserves sur les possibilités que le Congo ouvre à la

petite colonisation blanche. Pendant la période de grande prospérité l'on a ouvert, fort imprudemment, des perspectives trop ambitieuses à nos populations agricoles en orientant leurs espérances vers le Kivu et d'autres régions de la Colonie.

Les mécomptes que des expériences malheureuses peuvent entraîner sont de nature à jeter le discrédit sur notre œuvre coloniale et à détourner l'opinion publique de notre mission en Afrique.

Une question fut posée à ce sujet au Département compétent. On en trouvera la réponse en annexe (n° 4);

b) Crédit destiné à l'alimentation du fonds de crise.

Un crédit de 42,500,000 francs est demandé pour permettre de parer aux besoins complémentaires de 1932 et aux besoins de 1933.

La Colonie a imposé aux organismes de transport dans la Colonie des réductions de tarifs, durant la période de crise, pour le transport de certains produits végétaux. Elle accorde des bonifications à ces organismes.

La politique adoptée par le Gouvernement colonial s'imposait. La formule actuellement adoptée est une formule transitoire.

Il appartient au Gouvernement, en établissant un programme économique, de rechercher la solution adéquate du problème des transports à bon marché au Congo.

Pour permettre à la Commission d'apprécier comme il convient le montant des crédits demandés, le Gouvernement colonial devrait renseigner la Commission sur les sociétés de transports bénéficiaires des bonifications, leur capital, le capital investi en Afrique, le montant des capitaux amortis, les bénéfices distribués, les réserves faites, le montant des frais généraux d'Europe et d'Afrique, le montant des frais d'exploitation, la capacité de transport, le nombre de tonnes transportées, les tonnes kilométriques, la perte totale, la perte à la tonne transportée, les bonifications accordées.

Au sujet de l'Unatra, une question a été posée au Gouvernement; on en trouvera la réponse en annexe (n° 3).

IV. — *Augmentation des fonds cotonniers.*

Les avances consenties aux sociétés cotonnières jusqu'à ce jour s'élèvent à 29, 896,329 francs.

Le Gouvernement désire porter ce fonds à 50 millions, estimant qu'il serait alors outillé pour parer à tous les besoins.

Il résulte aussi des renseignements fournis par le Gouvernement que les remboursements effectués au fur et à mesure des ventes de coton suffiraient au financement des nouvelles campagnes.

Les avances sont remboursables au fur et à mesure de la vente des cotons, dont le Gouvernement surveille la réalisation.

La politique adoptée en l'occurrence par le Gouvernement ne peut qu'être approuvée. Il serait toutefois équitable que les compagnies cotonnières paient, dès qu'elles le pourront, sur les avances de la Colonie, un intérêt analogue à celui qu'elles auraient payé à un organisme bancaire en temps normal.

La Commission des Colonies signale au Ministre des Colonies le succès obtenu par la culture du coton dans l'Uganda britannique, dont la population s'élève à peine à 3,250,000 habitants, où, en 1928, les exploitations de coton indigène atteignaient une valeur de 2,475,328 livres sterling et l'intérêt qu'il y aurait à comparer les méthodes en usage au Congo Belge et en Uganda aux fins de promouvoir l'agriculture indigène du coton.

Il serait intéressant notamment de comparer les prix payés au kilogramme de coton non égrené à l'indigène au Congo Belge et dans l'Uganda.

Une question a été posée au sujet du problème cotonnier au Département compétent. On en trouvera la réponse en annexe (n° 1).

La Commission souligne les efforts considérables faits par le Gouvernement pour soutenir les entreprises du Congo Belge durant la crise :

1° 44 millions au Comité national du Kivu (opération se présentant sous l'aspect d'un achat d'actions du chemin de fer du Kivu, détenues par le Comité spécial du Kivu);

2° 50 millions pour le fonds temporaire du Crédit agricole;

3° 42,500,000 francs pour l'alimentation du fonds de crise (transports), sans compter les sommes dépensées antérieurement pour ce fonds;

4° 50 millions pour le fonds cotonnier.

Il s'agit, en l'occurrence, d'une dépense de près de 200 millions de francs.

La première dépense prévue apparaît comme la conséquence de la politique insuffisamment étudiée qui a abouti à la réorganisation du Comité national du Kivu. La seconde dépense prévue exige beaucoup de prudence et de circonspection de la part du Gouvernement colonial.

Les deux dernières dépenses prévues se défendent assez bien, mais des renseignements sommaires devraient en expliquer les montants arrêtés par le Gouvernement.

La Colonie se comportant, en quelque sorte, comme un banquier, il est assez normal qu'elle reçoive des renseignements analogues à ceux que les banquiers exigent des clients auxquels ils avancent de l'argent et il est assez normal aussi que le Gouvernement colonial explique sommairement au Parlement dont il sollicite les crédits, les bases sur lesquelles il se propose d'avancer l'argent.

La Commission a appris avec satisfaction que des efforts sérieux ont été faits pour mettre un peu plus d'ordre dans les écritures comptables des travaux publics et que le Département se déclare enfin en mesure de donner la situation de tous les travaux en cours, celle des crédits délégués et des dépenses engagées.

Votre Commission adopte le rapport à l'unanimité des membres présents moins une abstention et vous propose, par 4 voix contre 2 de voter le présent projet de loi.

Le Président-Rapporteur,
R. LEYNIERS.

Budget extraordinaire du Ruanda-Urundi 1932,

Les remarques d'ordre général faites ci-dessus peuvent être répétées au sujet du budget extraordinaire du Ruanda-Urundi.

Ce budget ne soulève guère de remarques particulières. En ce qui concerne les crédits affectés aux routes, la Commission espère que le tracé de ces routes répond à un plan d'ensemble; que leur construction se poursuit avec l'aide de techniciens expérimentés comme il convient dans ce pays de montagnes et que les routes construites sont en quelque sorte « réceptionnées » par un technicien spécialisé.

La Commission des Colonies signale au Gouvernement combien il serait utile pour lui, dans ce domaine, de recourir à l'assistance d'ingénieurs des Ponts et Chaussées au service de l'Etat belge.

Elle désire d'autre part que, dans les circonstances actuelles et dans la mesure des possibilités, les agents européens employés à la confection des routes soient des belges.

Elle rappelle au Ministre des Colonies que, dans les toutes dernières années, diverses entreprises chargées de la construction de routes ou de voies de chemins de fer utilisaient presque exclusivement des éléments européens étrangers.

En ce qui concerne le programme des plantations indigènes de caféiers au Ruanda-Urundi, tout en approuvant nettement le principe à la base de cette politique, la Commission des Colonies croit devoir signaler au Gouvernement Colonial la prudence et la circonspection avec laquelle il y a lieu de procéder dans cette voie de façon à ne pas décourager l'indigène par des insuccès. Les expériences réalisées dans le domaine de l'agriculture indigène en Nigérie, à la Gold Coast, en Sierra Léone, dans l'Uganda, au Kenya, au Tanganyika Territory, dans les Indes Néerlandaises, méritent de retenir son attention.

La campagne intensive poursuivie dans le Ruanda-Urundi, en vue de diffuser la culture du café parmi les indigènes, ne paraît pas répondre à un programme mûrement étudié.

On nous a demandé plusieurs millions destinés à supporter les frais de cette campagne qui a pour but de répandre cette culture délicate parmi la masse des agriculteurs indigènes.

Nous savons tous combien la culture du café exige de soins et combien elle a donné de déboires aux colons européens dépourvus d'une formation technique suffisante.

Pouvons-nous, dans ces conditions, attendre un grand succès de cette campagne si l'on songe que l'indigène du Ruanda-Urundi ne pratique encore que la culture extensive, et qu'il n'a aucune notion d'irrigation? Ne sera-t-il pas impossible aux agronomes du Gouvernement de surveiller efficacement des centaines de milliers de plantations infimes, disséminées aux quatre coins d'un pays particulièrement accidenté?

Sans doute aurait-il mieux valu ne s'engager dans cette entreprise qu'après des expériences concluantes organisées sur une petite échelle et en répandant graduellement la culture du café parmi une catégorie restreinte d'indigènes qui auraient reçu à cet effet la formation nécessaire.

Il paraîtrait que l'immense effort demandé au pays, aux indigènes, aux personnel européen, n'aurait donné jusqu'ici que des résultats insuffisants.

Cet effort se chiffrerait par des milliers de journées de travail et ces véritables corvées exécutées en pure perte, auraient pour effet de compromettre l'autorité des chefs indigènes.

Nul plus que la Commission des Colonies du Sénat n'est favorable à la diffusion des cultures de rapport parmi les indigènes.

Mais la réalisation de pareil programme doit être poursuivie avec méthode et sur la base d'expériences conduites avec toute la précision scientifique désirée.

Il faut également que la politique économique soit réalisée en corrélation étroite avec un programme de réformes sociales et un programme d'enseignement professionnel judicieusement établi.

Votre Commission adopte le rapport à l'unanimité des membres présents moins une abstention et vous propose par 4 voix contre 2 d'adopter le présent projet de loi.

Le Président-Rapporteur,
R. LEYNIERS.

Budget extraordinaire de la Colonie.

QUESTIONS POSÉES PAR LA COMMISSION.

QUESTION I. — La Commission désirerait savoir quelle est la politique suivie au sujet du coton.

Il figure au Budget un subside complémentaire; pourrions-nous avoir quelques explications à ce sujet?

Quel est le résultat financier de l'exploitation du coton? Les sommes dépensées doivent-elles être considérées comme une avance ou à fonds perdus?

RÉPONSE. — Le subside complémentaire a dû être sollicité parce que la culture du coton a pris un développement dépassant les prévisions. Les indigènes ont cultivé une superficie supérieure à celle qui était escomptée.

Il n'est pas impossible que la récolte de 1933 atteigne 45,000 tonnes en augmentation de 7,000 tonnes sur l'exercice précédent.

Le résultat financier des entreprises cotonnières est sous la dépendance de nombreux facteurs : situation de la zone envisagée, gestion plus ou moins judicieuse, compressions plus ou moins énergiques des frais généraux.

Le Département a demandé aux Sociétés intéressées les renseignements les plus complets sur ces divers points.

Actuellement les résultats financiers sont généralement déficitaires

Les sommes mises à la disposition des Sociétés leur ont été « avancées », c'est dire qu'elles sont récupérables.

Lorsque s'est posée la question des avances à faire pour la récolte de 1933, des conditions nouvelles ont été imposées aux Sociétés intéressées.

Tandis que les conventions primitives prévoyaient l'obligation d'un remboursement *après* paiement d'un dividende minimum, il a été imposé aux Sociétés qui sollicitaient une avance nouvelle pour 1933 de renoncer à toute distribution de dividende avant d'avoir remboursé les avances consenties par la Colonie.

De plus un intérêt de 5 p. c. sur les avances faites a été exigé, même sur les sommes qui, en 1932, avaient été avancées sans stipulation d'intérêt.

QUESTION II. — Au sujet de la garantie d'intérêts, la Commission désirerait savoir les sommes globales que chaque société a touchées de puis le début.

RÉPONSE. — Chemins de fer des Grands Lacs

Africains	fr.	118,576,104	64
Vicinaux du Congo		6,893,886	58
Société Transports par trains fluviaux (Sotranco)		303,513	67
Société transports rapides (Trafluco).		714,000	»
Chemin de fer au Kivu.		800,000	» (1)
Chemin de fer « Léopoldville » Katanga-Dilolo		37,404,556	»
Compagnie du Chemin de fer du Congo		35,000,000	»

(1) N. B. — En outre la Colonie a avancé en trésorerie une somme de 8,085,000 francs représentant des intérêts devant être imputés au compte « premier établissement » lorsque la Société aura pu réaliser l'augmentation de son capital, ce qui lui permettra de rembourser l'avance faite par la Colonie (conformément art. 14. Budget ord. 1933).

QUESTION III. — Le Gouvernement a comblé le déficit de l'Unatra, société de transports fluviaux.

Quelle est la situation des autres sociétés qui ont aussi des transports fluviaux et qui ne touchent de l'État aucune intervention? Ne sont-elles pas, de ce fait, handicapées vis-à-vis de l'Unatra?

RÉPONSE. — Le Gouvernement n'a pas « comblé le déficit de l'Unatra ». Il a versé à cette société, à titre d'avances, certaines sommes en compensation des charges supportées par ce transporteur public par suite des dégrèvements de tarifs lui imposés.

Il a été décidé qu'à partir du 1^{er} août 1932, tous les transporteurs fluviaux privés qui en feront la demande et se soumettront aux conditions imposées par l'administration, obtiendront, à titre d'avance, le remboursement des pertes qu'ils auront subies par suite du transport effectué par eux des produits dégrévés à la descente.

Il a été convenu que cette perte sera calculée par tonne-kilomètre sur la base de la perte subie par l'Unatra, au 31 décembre 1932.

Les sommes avancées tant à l'Unatra qu'aux transporteurs privés sont récupérables quand la situation économique le permettra.

CRÉDIT AGRICOLE.

QUESTION IV. — Quel est l'emploi du fonds temporaire du crédit agricole? Dans quelles régions a-t-il été distribué? Peut-on savoir dans quelles conditions et ce qui a été fait jusqu'à ce jour? Quels sont les résultats généraux? Les fonds accordés le sont, si la Commission est bien renseignée, pour cinq ans. La Commission ne s'explique pas comment on peut espérer qu'à partir de 1934 les remboursements effectués sur les prêts antérieurement consentis seront suffisants pour les besoins futurs de ce fonds; sur quoi se base cette appréciation?

RÉPONSE. — Le « Fonds d'assistance temporaire d'Agriculture » fut créé en 1930. Il avait pour but de consentir aux planteurs qui manquaient de ressources, des avances pour l'entretien de leurs plantations arbustives. Il s'agissait d'éviter que ces plantations, souvent encore improductives, soient envahies par les herbes et exposées à la destruction par l'incendie.

En 1931, le Fonds d'Assistance fut transformé en Fonds temporaire de Crédit Agricole. Non seulement il intervenait dans l'entretien des plantations, mais il prévoyait des crédits pour le développement des entreprises existantes et dans certains cas il aidait des planteurs, qui, pour favoriser la reprise de leurs affaires, faisaient dans la Colonie un apport important de capital frais.

Les sommes suivantes ont été avancées en Afrique.

Province	du Congo-Kasaï.	 fr.	2,816,480
»	de l'Equateur		6,307,500
»	Orientale.		8,605,376
»	du Katanga		2,310,200
			20,039,556

Les prêts consentis en Europe d'élèvent à la somme de 19,450,000 francs ce qui porte le total des crédits accordés jusqu'à ce jour à près de 40,000,000 fr.

Les résultats des avances sont surtout appréciables dans les plantations de café, qui, au moment où la crise s'est déclanchée, n'étaient pas encore en production. Le Crédit Agricole a permis à ces entreprises de se maintenir jusqu'à l'époque des premières récoltes.

Les prêts sont consentis pour dix années à l'intérêt de 5 p. c. Ils seront remboursés par neuf annuités dont la première vient à échéance vingt-quatre mois après la date de la signature du contrat (voir art. 14 de l'Arrêté royal organique du 9 juillet 1931).

A partir de 1934, les remboursements seront vraisemblablement suffisants pour faire face aux demandes d'avances nouvelles parce que ces demandes se feront plus rares notamment en raison du fait que peu de plantations nouvelles ont été créées depuis 1931.

QUESTION V. — Les travaux publics actuellement en cours sont continués avec les crédits en cours octroyés pour cinq ans.

A combien s'élève cette réserve? Peut-on connaître le plan d'ensemble des travaux projetés?

RÉPONSE. — Voir annexe I. Le tableau ci-joint donne la liste des travaux en cours d'exécution, d'après le dernier relevé reçu des Services d'Afrique.

Après prélèvement des crédits nécessaires pour l'achèvement de ces travaux et les prélèvements opérés pour les virements de crédits proposés à l'approbation du Parlement, il restera une réserve de crédits d'un montant global de 30 millions environ.

Cette réserve permettra l'exécution du programme de travaux ci-annexé (annexe 2) s'élevant à 28,497,747 francs dont :

12,731,000 francs pour bâtiments;

7,618,747 francs pour routes;

8,148,000 francs pour travaux d'assainissement.

ANNEXE I.

TABLEAU DES TRAVAUX EN COURS.

Province du Congo-Kasaï.

1. Hôpital pour Européens à Léopoldville (Kalina).
2. Réparations à l'hôpital des noirs à Léo-Ouest.
3. Distribution d'eau Boma (extension et amélioration).
4. Revêtement carrefour Sicca et avenues Hanssens et Moulaert à Léopoldville-Est.
5. Travaux d'assainissement de la Basse-Belgika à Léopoldville-Est.
6. Port de Boma (parachèvement et voirie).

Province de l'Equateur.

1. Pavillon d'isolement à l'hôpital des noirs à Coquilhatville.
2. Route Coquilhatville-Bikoro.

Province orientale.

1. Achèvement bâtiment T. S. F. à Buta.
2. École professionnelle à Buta.
3. Trois habitations à Stanleyville.
4. Habitations à Wamba (couvertures en tôles).
5. Transport et remontage maisons Sluysmans d'Uvira.
6. Hôpital pour Européens à Stanleyville.
7. Aménagement d'une salle d'opérations à l'hôpital des Européens.
8. Hôpital des noirs à Stanleyville (agrandissement).
9. Hôpital des noirs à Wamba.
10. Hôpital des noirs à Lokandu.
11. Habitations des RR. SS. infirmières à Niangara.
12. Fosses septiques à Stanleyville.
13. Voirie urbaine à Stanleyville.
14. Drainage des marais à Stanleyville.
15. Travaux d'assainissement à Aketi.
16. Route Aketi-Mandungu.

Province du Kantaga.

1. Aménagement prison Élisabethville.
2. Réparation immeubles à Élisabethville.
3. Confection et réparation mobilier Élisabethville.
4. Confection et réparation mobilier Jadotville.
5. Camp police urbaine à Jadotville.
6. Blocs latrines à la cité indigène à Élisabethville.
7. Achèvement Dispensaire maternité à Kabinda.
8. Travaux d'assainissement à Élisabethville.
9. Route Greinerville, cinquième parallèle.

TRAVAUX DE PORTS.

Matadi (exécuté par la Compagnie du Chemin de fer du Congo pour compte de la Colonie).

Uvira (exécuté par la Compagnie des Grands Lacs pour compte de la Colonie).

Albertville (exécuté par la Compagnie des Grands Lacs pour compte de la Colonie, reste le parachèvement de la jetée).

ANNEXE II.

PROGRAMME DES TRAVAUX EXTRAORDINAIRES
AUTORISÉS PAR M. LE MINISTRE ET A EXÉCUTER EN 1933.

Bâtiments	fr. 12,731,000	(dont 650,000 « réservés »)
Routes.	7,618,747	
Assainissement	12,648,000 (1)	
	Fr. 32,997,747	
(1) A charge du Budget extraordinaire de 1930 du District urbain	4,500,000	
TOTAL net à prélever sur le « disponible » . fr.	28,497,747	

Travaux extraordinaires dont l'exécution en 1933 a été autorisée par M. le Ministre.

	BATIMENTS.	ROUTES.	ASSAINISSEMENT.	TOTAUX.
Congo-Kasaï	4,039,000	3,000,000	9,200,000 (2)	16,239,000
Equateur	650,000	Néant.	500,000	1,150,000
Province Orientale	3,201,000 (1)	2,800,000	1,448,000	7,449,000
Katanga	3,841,000	1,818,747	1,500,000	7,159,747
Colonie	—	—	—	1,000,000
	12,731,000	7,618,747	12,648,000	32,997,747

BATIMENTS.

PROVINCE DU CONGO-KASAI.

<i>Boma.</i> — Lazaret tuberculeux	fr. 236,000
<i>Matadi.</i> — Clôture lazaret	105,000
» Intervention de la Colonie dans construction nouvelle église	500,000
<i>Léopoldville</i> (II). — Lazaret varioleux.	1,673,000
<i>Léopoldville.</i> — Intervention Colonie église cité indigène	300,000
<i>Tshela.</i> — Hospitalisation des noirs	185,000
<i>Port-Francqui.</i> — Dispensaire pour blancs et noirs	125,000
» Hospitalisation des noirs	165,000
<i>Banningville.</i> — Prison	250,000
<i>Luebo.</i> — Prison	350,000
<i>Matadi.</i> — Prison	150,000
	4,039,000

(1) Dont 650,000 « réservés » (voir note spéciale).

(2) Dont 4,500,000 à charge du Budget Extraordinaire de 1930 du District Urbain.

PROVINCE DE L'EQUATEUR.

<i>Lukolela.</i> — Achat de deux maisons . . .	fr. 350,000	
<i>Coquilhatville.</i> — Groupe scolaire . . .	100,000	
» Hôpital des noirs (pavil. isol) . . .	200,000	
		650,000

PROVINCE ORIENTALE.

<i>Aba.</i> — Intervention Colonie construction église . . .	99,000	
<i>Aketi.</i> — Habitation (sous réserve) . . .	120,000 (1)	
<i>Niangara.</i> — Reconstruction bureau incendié . . .	68,000	
» Pavillon hospitalisation noirs . . .	150,000	
<i>Dungu.</i> — Reconstruction habitation incendiée . . .	48,000	
<i>Irumu.</i> — Deux habitations (Juge et Procureur du Roi (sous réserve) . . .	350,000 (1)	
<i>Irumu.</i> — Travaux hôpital des noirs . . .	70,000	
» Achèvement maternité . . .	60,000	
<i>Kasongo.</i> — Habitations pour médecins (sous réserve) . . .	180,000 (1)	
<i>Kasongo.</i> — Aménagement maison malades . . .	20,000	
» Pavillon infect. hôpital des noirs . . .	23,000	
<i>Stanleyville.</i> — Cuisine, buanderie, hôpital pour Européens . . .	205,000	
<i>Stanleyville.</i> — Remplacement couvertures . . .	205,000	
<i>Buta.</i> — Prison . . .	703,000	
<i>Uvira.</i> — Prison . . .	300,000	
<i>Costermansville.</i> — Prison (supplément) . . .	340,000	
<i>Kindu.</i> — Prison . . .	145,000	
<i>Bunia.</i> — Ecole normale . . .	100,000	
		3,201,000

PROVINCE DU KATANGA.

<i>Jadotville.</i> — Bureaux du district . . .	fr. 1,000,000	
<i>Elisabethville.</i> — Abattoir . . .	1,500,000	
» Eglise cité indigène (suppt) . . .	71,000	
<i>Dilolo.</i> — Deux maisons pour fonctionnaires . . .	420,000	
» Une maison pour agent . . .	150,000	
» Prison . . .	150,000	
<i>Bukama.</i> — Prison . . .	150,000	
<i>Albertville.</i> — Prison (agrandissement) . . .	280,000	
» Hôpital (améliorations) . . .	100,000	
<i>Kanzenze.</i> — Intervention Colonie construction église . . .	20,000	
		3,841,000

COLONIE. — A répartir selon les besoins dans les provinces pour travaux de réparation des immeubles . . .		1,000,000
---	--	-----------

Total, fr. 12,731,000
=====

(1) Ne peut être employé que « sous réserve » (voir note annexe).

ROUTES.

PROVINCE DU CONGO-KASAI.

<i>Province.</i> — Réseau routier fr.	2,500,000	
<i>Matadi.</i> — Route Ango-Ango	500,000	
		3,000,000

PROVINCE DE L'EQUATEUR

Néant.

PROVINCE ORIENTALE.

<i>Province.</i> — Equipement des routes à trafic pondéreux. — Ponts définitifs.	1,000,000	
<i>Beni-Katwe.</i> — Route et Pont international	1,200,000	
<i>Lac Kivu (Goma).</i> — Port	600,000	
		2,800,000

PROVINCE DU KATANGA.

<i>Lomami.</i> — Cinq bacs divers pour passagers. fr.	300,000	
» Route Penge-Pania-Mutombo	418,747	
» Caniveaux et ponts définitifs (divers).	600,000	
		1,818,747
	Total, fr.	7,618,747

ASSAINISSEMENT.

PROVINCE DU CONGO-KASAI.

<i>Matadi.</i> — Canalisation ravins fr.	2,000,000	
<i>Léopoldville.</i> — Voirie (subvention D.U.)	500,000*	
» Canalisation Belgika (subvention D.U.)	2,000,000*	
» Egouts (subvention D.U.)	2,000,000*	
» Distribution d'eau (extension cité indigène)	1,600,000	
<i>Boma.</i> — Assainissement	1,000,000	
<i>Luebo.</i> — Pompage eau douce	100,000	
		9,200,000

PROVINCE DE L'EQUATEUR.

<i>Province.</i> — Travaux d'hygiène fr.	500,000
--	---------

PROVINCE ORIENTALE.

<i>Stanleyville.</i> — Drainage fr.	300,000
<i>Uvira.</i> — Entreprise Dorsale dans circonscription	1,148,000

PROVINCE DU KATANGA.

<i>Albertville.</i> — Filets d'eau fr.	500,000
<i>Elisabethville.</i> — Filets d'eau	1,000,000
Total, fr.	12,648,000

(*) Ces crédits sont à prélever sur les crédits réservés au District Urbain au Budget extraordinaire de 1930.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 2 AUGUSTUS 1933.

Verslag uit naam der Commissie van Koloniën, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Begrooting der buitengewone uitgaven en ontvangsten van Belgisch-Congo en van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1933 en het bekrachtigen eener overschrijving der kredieten op de Begrooting der buitengewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1930 alsook verleening van aanvullende kredieten aan de Begrooting der buitengewone uitgaven van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1932.

(Zie de n^{rs} 113, 170 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 25 Juli 1933.)

Aanwezig : de heeren LEYNIERS, voorzitter-verslaggever; BERNARD, GODDING, RUTTEN (Joseph), THIENPONT en WAUTERS.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De Commissie van Koloniën heeft onlangs in hare verslagen hare opmerkingen en wenschen uitgedrukt omtrent de koloniale politiek in Belgisch Congo en in Ruanda-Urundi.

De gedachtenwisselingen tusschen den Minister van Koloniën, de verslaggevers en de onderscheidene sprekers, bij de bespreking der begrotingen van Koloniën in den Senaat, hebben deze opmerkingen en wenschen nader toegelicht.

De Commissie van Koloniën heeft onder meer aangedrongen op de noodzakelijkheid van een programma op vrij langen termijn op politiek, economisch en financieel gebied. Dit programma moet een echte synthesis zijn van een complex studiën, proefnemingen, navorschingen en inspanningen.

Zonder wel omlijnd programma, aangepast aan de werkelijkheid en aan de mogelijkheden in Afrika en dat vatbaar is voor omwerking naar gelang van de omstandigheden en dat toelaat de te bereiken doeleinden te concretiseeren, de bestendigheid van de vastgestelde politiek te verzekeren, de uitgaven om te slaan over verscheidene begrootingsdienstjaren, het toezicht te vereenvoudigen, gemakkelijk en doeltreffend te maken, stelt een koloniaal Gouvernement er zich aan bloot van de hand in den tand te leven en gaat het de meest onvoorziene avonturen te gemoet.

Om nuttig werk te verrichten, moeten de gewone en de buitengewone begrotingen van een Kolonie worden opgemaakt in verband met de opgemaakte programma's.

Met ze goed te keuren, bepaalt het Parlement er zich niet bij uitgaven of ontvangsten te machtigen; het is aan het Parlement onmogelijk deze begrotingen ernstig en nuttig te bespreken zonder tevens de koloniale politiek en de in uitvoering zijnde programma's te bespreken.

Met de begrotingen goed te keuren keurt men dus stilzwijgend de koloniale politiek goed die deze begrotingen in zich sluiten en de Ministers laten nooit de gelegenheid voorbijgaan ons daaraan te herinneren, wanneer het argument hun aangebracht lijkt.

Een bondige maar nauwkeurige uiteenzetting van het politiek en economisch programma, opgemaakt door het koloniaal Gouvernement voor een zeker aantal komende jaren zou tevens de rechtvaardiging en de memorie van toelichting zijn van het financieel programma, van de ontwerpen van begrotingen, van de leeningen op korten of op langen termijn.

Gewis, er dient rekening gehouden met de politieke, economische en financieele voorwaarden, die thans al te onbestendig zijn om de toekomst met eenige zekerheid te kunnen voorzien en waarvan de weerslag op de voortbrengst, de Congoleesche ondernemingen en financiën nog niet nauwkeurig kon geschat worden.

Het is nochtans zeker dat in de economische wereld van morgen — misschien ter uitzondering van enkele streken die zich zullen afzonderen door middel van hooge tolmuren voor min of meer langen tijd — zullen de afzetgebieden behooren aan hen die zullen voortbrengen, vervoeren en verkoopen tegen de laagste prijzen.

Het is even zeker dat de financieele middelen van Belgisch Afrika nauw verband houden met de voortbrengst der rijkdommen door de Europeanen en de inboorlingen.

Geen enkel humanitair programma kan worden verwezenlijkt zonder geld, en het geld kan in de kassen van het Gouvernement der Kolonie enkel toevloeien indien de Europeesche en inlandsche ondernemingen voortbrengen en verkoopen.

Het koloniaal gouvernement zou dus hare belangstelling niet kunnen afwenden van de voortbrengst en van den voorspoed der Europeesche of inlandsche ondernemingen, zonder er eerlang den weerslag van te voelen op den toestand zijner financiën.

Het is derhalve duidelijk dat een doordachte koloniale politiek ten doel moet hebben zooveel mogelijk een overvloedige voortbrengst van de beste hoedanigheid te bevorderen tegen de laagste kostende prijzen, en die op de onderscheidene markten van de wereld afzet kan vinden.

Te dien einde, acht uw Commissie van Koloniën het nuttig u er op te wijzen hoe nuttig thans de toepassing zou zijn :

a) Van een mijnpolitiek, die de opsporing en de prospectie der delfstoffen lagen en hunne onmiddellijke en methodische exploitatie, indien zij, in de economische omstandigheden van heden en morgen, de kosten van exploitatie, vervoer en verkoop kunnen betalen;

b) Van een landbouwpolitiek, die bijzonder de inlandsche culturen bevordert, aangelegd door de inboorlingen zelf op eigen grond, voor hun rekening en te hunnen bate met de noodige wetenschappelijke, technische en financieele medewerking, die hun wordt verzekerd hetzij door het Gouvernement hetzij door Europeesche ondernemingen.

Deze politiek zal eerder den inlandschen dan den Europeeschen landbouw bevorderen in al de gevallen waar de inlandsche landbouw een lageren kostenden prijs kan bereiken dan de Europeesche landbouwbedrijven. Zij zal den Europeeschen landbouw begunstigen in al de gevallen waarin de inlandsche land-

bouw zal blijken onbekwaam of onmachtig te zijn, op voorwaarde evenwel dat deze ondernemingen in staat zijn voort te brengen tegen een voldoende lagen prijs om zegevierend de mededinging op de wereldmarkt te kunnen doorstaan.

Een lid doet desaangaande opmerken dat deze politiek in elk geval de verworven toestanden en de aangegane verbintenissen niet enkel naar de letter maar ook naar den geest zou moeten eerbiedigen. Hij brengt in herinnering dat de Minister van Koloniën, op 19 November 1927 een oproep richtte tot het privaat initiatief « opdat het er toe besluite een krachtdadige inspanning te doen die zou kunnen leiden tot de jaarlijksche voortbrengst door Congo van de grondstoffen, de voedingstoffen en andere die België noodig heeft, welke voortbrengst tot nog toe niet voldoende de Belgische kapitalen had aangetrokken ». Dit lid zou het als een nieuwe en betreuenswaardige uiting beschouwen van het gemis van continuïteit, waarvan aan onze koloniale politiek zoo dikwijls een werwijf werd gemaakt, moest er tegenover de Europeesche plantages, die in Congo werden gevestigd naar aanleiding van een dringenden oproep van wegeden Minister zelf, een politiek worden aangenomen die er in zou bestaan aan deze plantages den steun en den bijstand te ontnemen waarop zij wettig mochten rekenen en die voor gevolg zou hebben hun bestaan in gevaar te brengen.

c) Een politiek van veeteelt tot verbetering van de inlandsche veeteelt, die aangepast blijft aan het land, en ook het inrichten en het versterken van den kweek van klein en groot vee bij de inboorlingen, overal waar dit mogelijk blijkt.

Aanzienlijke financieele krachtinspanningen zijn gedaan om een Europeeschen veekweek in te voeren en uit te breiden. Tot nu toe werd zeer weinig gedaan om den klein-veekweek door de inboorlingen te verbeteren en uit te breiden en bij hen den kweek van groot vee in te voeren, waar het land zulks toelaat.

Het schijnt dat de Regeering tot nog toe de meening was toegedaan dat er in Belgisch Congo alleen toekomst is voor de veeteelt door de Europeanen ondernomen.

Wie kan echter ontkennen dat de kosten van deze teelt altijd zeer hoog zullen zijn? Wie weet niet, dat geen enkele van deze ondernemingen winst maakt? Het is voor niemand een geheim dat zij die er toch bleken te maken, het deden dank zij aan hen die er den vleeschverkoop uitoefenden.

In den loop der eeuwen, als gevolg van lang tasten en met behulp van de natuurlijke teeltkeus, zijn de inboorlingen van Kivoe en van Itoeri, evenals deze van Ruanda-Urundi er in geslaagd, zonder eenige Europeesche hulp, groot geacclimatiseerde en betrekkelijk voorspoedige kudden te bezitten.

Zoo het Gouvernement hen maar eenigszins begunstigt en hun bij gelegenheid door ervaren technici laat helpen, is er geen reden te veronderstellen dat daar waar de natuurlijke toestanden den kweek toelaten, de inboorlingen ten slotte niet even goed als de Europeanen zouden slagen.

Een lid drukt den wensch uit dat de grootste inspanningen zouden gedaan worden, volgens een duidelijk en methodisch plan, om de inlandsche veeteelt te onttrekken aan de empirische methoden die haar beheerschen. Het zou, namelijk noodig zijn den inboorling te oriënteren naar wetenschappelijke teeltkeuze, zijn natuurlijk gebrek aan vooruitzicht te bestrijden door hem aan te moedigen tot het aanleggen van reserves veevoeder voor het droge seizoen. Het inlandsch vee lijdt ook onder het gemis van geschikte schuilplaatsen tegen het slechte weder.

Zou men, bij voorbeeld, niet kunnen overwegen in de voor veeteelt geschikte streken, op de gronden van de hoofdijen en met dezer toestemming, eenige herdersgezinnen onder te brengen die kleine kudden bezitten die van jaar tot jaar zouden toenemen om zich langzamerhand over gansch het land te verspreiden.

d) Een politiek van vervoer om tot zoo laag mogelijke tarieven te komen.

Tijdens de debatten in den Senaat, bij de behandeling van de Koloniale begrotingen, en naar de bekentenis van den geachten Minister zelf, is het gebleken dat noch het Koloniaal Gouvernement van het Moederland, noch dit van Afrika, op financieel gebied een programma hebben dat van aard is om ten laatste tegen 31 December 1935, hetzij in drie jaar, het evenwicht der Koloniale begrotingen te verzekeren, zooals de Commissie van Koloniën vroeg.

De verklaringen van den Minister aan den Senaat en de hoop uitgedrukt in dit ontwerp van begroting, schijnen voort te vloeien uit een eenigszins overdreven optimisme, alsof de Regeering van een zekere herleving van den handel in den eerstvolgenden tijd, den terugkeer verwachtte van den normalen economischen voorspoed.

Bij het indienen van haar ontwerp van buitengewone begroting, blijkt de Regeering niet grondig genoeg het ernstigste van alle koloniale vraagstukken van het oogenblik te hebben bestudeerd : de aanpassing van de Kolonie en van haar economische bedrijvigheid aan de nieuwe levensvoorwaarden, opgelegd door de crisis en haar onvermijdelijken terugslag.

De Commissie van Koloniën, zonder daarom gebiedende regelen te willen voorschrijven, beperkt zich er toe er op te wijzen dat een uiterste voorzichtigheid is geboden op het oogenblik dat het gemis van evenwicht der begroting onrustwekkend is en dat de toestand van de thesaurie buitengewoon kiesch is.

In dit opzicht zou het niet strooken met een economische en financieele politiek :

1^o Dat het Gouvernement der Kolonie kunstmatig steunt met toelagen en leeningen :

a) Ondernemingen gesticht op voet van hoge koersen, die producten verkoopen welke niet kunnen weerstaan zoodra de koersen dalen ;

b) Ondernemingen wier toekomst bepaald bedreigd schijnt, hetzij wegens te hoge algemeene kosten of kosten van voortbrengst, te hoge kostende prijzen, niet bestaande afzetgebieden, enz. ;

2^o Het Gouvernement der Kolonie rechtstreeks of onrechtstreeks, door tussenkomst van officieele of half-officieele inrichtingen, ondernemingen of titels van ondernemingen te zien koopen, wanneer het er niet uitdrukkelijk toe verplicht is door dringende noodzakelijkheden van algemeene economische politiek.

Artikel 2 van het begrotingsontwerp voorziet 500,000 frank om kudden vee af te koopen. Indien deze kudden een waarde hebben, is er geen reden toe dat de groote veeteeltmaatschappijen ze niet volgens hun waarde zouden terugkoopen. Indien zij er geen hebben, dan is er geenerlei reden om welke de Kolonie ze zou koopen tegen een hooger prijs dan de veeteeltmaatschappijen zouden bieden.

Dat ware een zeer gevaarlijk beginsel : men zou soortgelijke redenen kunnen inroepen voor het afkopen van plantages, handelshuizen, allerlei bouwwerken waarvan de eigenaars, koloniale of maatschappijen zich zouden willen ontdoen.

Artikel 4 van het ontwerp van 2 Maart 1933 tot wederinrichting van het Nationaal Comité van Kivu, — ingediend bij het Parlement op 21 Maart 1933, — benuttigt 44 miljoen, op de begroting der openbare werken van 1930 bestemd om de Kolonie in staat te stellen van het Nationaal Comité van Kivu voor 44 miljoen aandeelen van den Kivuspoorweg af te koopen.

De private ondernemingen hebben voor doel winst te maken. In tijd van welvaart werd dit doel bereikt en niemand heeft er aan gedacht ze te verplichten hun winst met den Staat te deelen.

Het ware overdreven en zelfs misbruikelijk den Staat of de organismen die hij beschermt thans, met klinkende munt of hoogstaande titels, de zaken die achteruit gaan of zelfs deze welke met failliet bedreigd zijn te zien afkoopen.

3^o Het Gouvernement van de Kolonie in de huidige economische en financiële voorwaarden, terwijl de Koloniale Schatkist zich in een bijzonder moeilijken toestand bevindt, den weg te zien opgaan van de leeningen in baar geld aan de Maatschappijen waarmee het Gouvernement van Belgisch Congo zich verbonden heeft, hetzij obligaties te onderschrijven, hetzij den interest en de aflossing te waarborgen van door haar uitgegeven aandeelen of obligaties. (Zie artikel 15 van het Begrotingsontwerp.)

Dergelijke hulpverlening moet niet onherroepelijk uitgesloten zijn, daar de welvaart van de Kolonie afhangt van de welvaart der Europeesche en inlandsche ondernemingen. Doch de Commissie is van meening dat zij slechts mag voorkomen in uitzonderlijke gevallen, wanneer de toekomst van de Kolonie op het spel staat en in elk geval moeten de bestede sommen volkomen wederinvorderbaar zijn.

Een aanvullende vraag werd in dit opzicht aan het betrokken departement gesteld; men zal er het antwoord op vinden in bijlage n^r 2.

Artikel 18 machtigt den Minister van Koloniën Schatkistbons uit te geven voor de rekening van Belgisch Congo ten bedrage van de voorschotten aan de maatschappijen, zonder dat de loopende voorschotten 50 miljoen mogen overschrijden.

Geldt het in dit geval voorschotten aan de katoenbouwmaatschappijen alleen gedaan krachtens artikel 17 van het wetsontwerp of geldt het voorschotten aan de maatschappijen voorzien bij de artikelen 15 en 17?

Indien artikel 18 enkel slaat op de voorschotten aan de maatschappijen voor katoenbouw, door middel van welk fonds zal de Kolonie voorschotten doen aan de maatschappijen vermeld bij artikel 15, en dient daaruit besloten dat de tekst geenerlei maximum voorziet voor de voorschotten en dat derhalve deze om het even welk bedrag mogen bereiken?

Enkele ophelderingen zijn hier gewenscht.

Na deze opmerkingen kunnen wij bondig het ontwerp van begroting onderzoeken zooals het werd opgemaakt.

I. — a) De begroting der buitengewone uitgaven behelst kredieten voor een bedrag van 63,647,411 frank.

De Minister heeft nog nieuwe buitengewone werken gelast uit te voeren in 1933 door middel van het saldo van vroegere dienstjaren. Deze werken bedragen fr. 32,997-74.

Het geldt het optrekken van gebouwen (12,731 frank); het aanleggen van wegen (7,618,747 frank); hygienische werken (12,648,000 frank).

In den toestand der financiën van de Kolonie dient er enkel overgegaan tot volstrekt onontbeerlijke en noodzakelijke werken.

Er werd aan het bevoegde Departement een vraag gesteld. Men vindt het antwoord in de bijlage vraag n^o 5.

b) Inschrijving op titels en waarden, deelhebbing, intrekking van fondsen, verhooging van het kapitaal der overheidsbedrijven : 10,647,411 frank.

c) Afkoop van kudden vee : 500,000 frank.

De toestand der financiën van de Kolonie is dusdanig dat de Commissie van Koloniën zou wenschen dat het Gouvernement der Kolonie deze cijfers zou herzien vooraleer de begrooting ten uitvoer te leggen.

Is het waarlijk het oogenblik om het kapitaal der overheidsbedrijven te verhoogen ?

De ware rol van het Gouvernement der Kolonie op gebied van landbouw bestaat erin den Europeeschen landbouw in een goede richting te bevorderen. Dit is de rol van de wetenschappelijke stations voor navorschingen, studiën en proefnemingen.

Het lijkt weinig wenschelijk den Staat in Congo te zien overgaan tot het aanleggen, uitbreiden en exploiteeren van groote plantages ingericht op het kapitalistische plan waardoor de Staat zelf mededinging aandoet aan de Europeesche of inlandsche landbouwbedrijven in het land gevestigd.

Wij hebben hierover het advies der Commissie doen kennen naar aanleiding der kredieten gevraagd voor den veestapel.

Wat zal er van dit vee geworden moest het worden aangekocht door de Kolonie? Vervoert men het verder het land in dan bestaat er veel kans dat het onderweg sterft. In dit geval zou de aankoop een zuiver verlies voor de Kolonie beteekenen.

Laat men het ter plaatse dan moet men het bewaken en beschermen, men zal personeel aanwerven en misschien een nieuw centrum voor veeteelt oprichten.

Hoeden wij ons ervoor den weg van nieuwe uitgaven op onbezonnen wijze op te gaan, indien er geen dringende noodzakelijkheid bestaat.

II. — *Overdracht der kredieten van de buitengewone begrooting van Belgisch Congo voor het dienstjaar 1930.*

Zooals wij er hooger op wezen wordt er een bedrag van 44 millioen overgedragen van de buitengewone begrooting van 1930 (werken der provinciale Gouvernemen ten, programma van werken van openbaar nut), onder het eerste artikel van dezelfde begrooting, ten einde aan de Kolonie toe te laten van het Nationaal Kivu-Comité voor een bedrag van 44 millioen aandeelen van den Kivu-spoorweg af te koopen.

In feite belegt de Kolonie kredieten in den Kivu-spoorweg in stede van de openbare werken uit te voeren die voorzien zijn op de begrootingen van 1930.

Het Nationaal Kivu-Comité staat een gedeelte van zijn portefeuille af (44 millioen-aandeelen van den spoorweg) waarschijnlijk om zich beschikbare fondsen aan te schaffen. Om deze aandeelen te betalen wendt de Kolonie kredieten aan die voorzien zijn voor openbare werken in Congo uit te voeren en die niet werden uitgegeven en wel voor een bedrag van 44 millioen.

Deze eenvoudige uiteenzetting van de feiten bewijst voldoende het gemis van welomlijnde programma's inzonderheid op gebied van openbare werken en van financiën in de Kolonie.

III. — *Speciale fondsen.*

a) Tijdelijk fonds voor landbouwkrediet.

Er wordt een krediet van 10 miljoen gevraagd om dit fonds op te voeren tot 50 miljoen.

Verschillende opmerkingen werden hooger gemaakt omtrent dit fonds.

De Commissie zou aan de uitbreiding van den inlandschen landbouw naar aanleiding van de wenken gegeven door zijne Koninklijke Hoogheid Monseigneur de Hertog van Brabant, de noodige sommen willen zien besteden te gelijktijd met de sommen uitgetrokken voor den steun aan den Europeeschen landbouw.

De Commissie aarzelt het optimisme te deelen van het Gouvernement der Kolonie dat oordeelt dat men vanaf 1934 terugbetalingen mag verhoopen op de vroeger toegestane leeningen en dat deze zullen volstaan voor de toekomstige behoeften van dit fonds. Ten einde aan de Commissie toe te laten na te gaan welke op dit gebied de politiek van het Gouvernement der Kolonie is geweest, zou dit laatste aan de Commissie de lijst moeten mededeelen van de ondernemingen die leeningen hebben verkregen, samen met al de nuttige gegevens omtrent de uitgestrektheid van de bebouwingen en van de exploitaties, van de rendeeringen, van de door de onderneming belegde kapitalen van de door haar verwezenlijkte winsten en van de kapitalen voorgeschooten door de Kolonie.

Een lid maakt voorbehoud omtrent de mogelijkheden die Congo biedt voor het inrichten van kleine kolonies van blanken. Gedurende het tijdperk van grooten voorspoed heeft men zeer onvoorzichtig voor onze bevolking al te hooge vooruitzichten opengesteld met hun hoop te richten op Kivu en op andere streken van de Kolonie.

De ontgoochelingen waartoe ongelukkige ervaringen mochten aanleiding geven kunnen ons gansch koloniaal werk discrediteeren en de openbare meening afwenden van onze opdracht in Afrika.

Daarover werd er aan het bevoegde departement een vraag gesteld. Men vindt het antwoord in de bijlage onder n^r 4.

b) Krediet bestemd voor de stijving van het crisisfonds.

Een krediet van 42,500,000 frank wordt gevraagd om toe te laten te voorzien in de bijkomende behoeften van 1932 en in de noodwendigheden voor 1933.

De Kolonie heeft aan de vervoerorganismen in de Kolonie tarievenverminderingen opgelegd gedurende het crisistijdperk voor het vervoer van sommige gewassen.

Zij verleent bonificaties aan deze organismen.

De door het Gouvernement der Kolonie aangenomen politiek was geboden. De thans aangenomen formule is een overgangsformule.

Het behoort aan de Regeering, bij het opmaken van een economisch programma, uit te zien naar de gepaste oplossing van het vraagstuk van het goedkoop vervoer in Congo.

Om aan de Commissie toe te laten het bedrag der gevraagde kredieten te beoordeelen zooals het past, zou het Gouvernement der Kolonie de Commissie moeten inlichten omtrent de vervoermaatschappijen die bonificaties genieten, hun kapitaal, het in Afrika belegd kapitaal, het bedrag der afgeloste kapitalen, de verdeelde winsten, de aangelegde reserves, het bedrag der algemeene kosten in Europa en in Afrika, het vervoervermogen, het aantal vervoerde tonnen, de kilometertonnen, het globaal verlies, het verlies per vervoerde ton, de toegestane bonificaties.

Aangaande de Unatra werd er aan de Regeering een vraag gesteld; men vindt het antwoord in de bijlage n^r 3.

IV. — *Verhooging der fondsen voor den katoenbouw.*

De voorschotten toegestaan aan de maatschappijen voor katoenbouw bedragen tot heden 29,896,329 frank.

De Regeering wenscht dit fonds op te voeren tot 50 miljoen, daar zij oordeelt dat het alsdan zou kunnen voorzien in al de behoeften.

Uit de door de Regeering verstrekte inlichtingen blijkt dat de terugbetalingen gedaan naar gelang van den verkoop van katoen zouden volstaan voor het financieren van nieuwe campagnes.

De voorschotten zijn terugbetaalbaar naar gelang van den verkoop van katoen, waarover, door het Gouvernement, toezicht wordt uitgeoefend.

De op dit punt door het Gouvernement gevolgde politiek kan slechts worden goedgekeurd. Het ware echter billijk dat de katoenmaatschappijen, zoodra zij daartoe in staat zijn, op de voorschotten der Kolonie een soortgelijken intrest betalen als dien welken zij in normalen tijd zouden betaald hebben aan een bankinstelling.

De Commissie van Koloniën wijst den Minister van Koloniën op den bijval bekomen door den katoenbouw in Britsch Uganda, waarvan de bevolking amper 3,250,000 inwoners telt, en waar in 1928 de inlandsche katoenbedrijven een waarde van 2,475,328 pond sterling bereiken, alsook op het belang dat men er zou in vinden de in Belgisch Congo en in Uganda gebruikte methodes te vergelijken ten einde den inlandschen katoenbouw te bevorderen.

Het zou namelijk belangwekkend zijn de prijzen te vergelijken die per kilogram ongepeld katoen worden betaald aan den inboorling in Belgisch Congo en in Uganda.

Een vraag werd betreffende het vraagstuk van de katoen gesteld aan het bevoegde Departement. Het antwoord zal men als eerste bijlage vinden.

De Commissie legt den nadruk op de groote krachtinspanningen van de Regeering om tijdens de crisis de ondernemingen van Belgisch Congo te steunen :

1^o 44 miljoen aan het Nationaal Comité van Kivu (verrichting onder den vorm van aankoop van aandelen van den Kivu-spoorweg, in het bezit van het bijzonder Comité van Kivu);

2^o 50 miljoen voor het tijdelijk fonds van het Landbouwkrediet;

3^o 42,500,000 frank voor de stijving van het Crisisfonds (vervoer), ongerekend de sommen vroeger reeds voor dit fonds uitgegeven;

4^o 50 miljoen voor het katoenfonds.

Het geldt hier een uitgave van nagenoeg 200 miljoen frank.

De eerste voorziene uitgave schijnt een gevolg te zijn van de onvoldoend bestudeerde politiek die leidde tot de herinrichting van het Nationaal Comité van Kivu. De tweede voorziene uitgave vergt veel voorzichtigheid en omzichtigheid van wege het Koloniaal Gouvernement.

De laatste twee uitgaven zijn licht te wettigen, maar korte inlichtingen zouden moeten uitleg verschaffen over de bedragen door de Regeering vastgesteld.

Daar de Kolonie eenigszins als een bankier optreedt, is het tamelijk normaal dat zij inlichtingen bekomme in den aard van deze door de bankiers geëischt van

hun klanten aan wie zij voorschotten doen en het is ook nogal normaal dat het Koloniaal Gouvernement een korte verklaring zou geven aan het Parlement waaraan het kredieten vraagt, over de grondslagen waarop het zich voorneemt het geld voor te schieten.

De Commissie vernam met genoegen dat ernstige pogingen werden gedaan om wat meer orde te brengen in de boekhouding over de openbare werken, en dat het Departement zich eindelijk bij machte verklaart den staat op te geven van de aangevangen werken, van de overgedragen kredieten en van de vastgelegde uitgaven.

Uw Commissie heeft het verslag eenparig min één onthouding goedgekeurd en stelt U met 4 tegen 2 stemmen voor dit wetsontwerp goed te keuren.

De Voorzitter-Verslaggever,
R. LEYNIERS.

Buitengewone Begrooting van Ruanda-Urundi.

De voorgaande opmerkingen van algemeen aard kunnen herhaald worden ten opzichte van de buitengewone begrooting van Ruanda-Urundi.

Deze begrooting lokt geenerlei bijzondere opmerkingen uit. Wat de kredieten voor de wegen betreft, de Commissie hoopt dat het tracé van dit net beantwoordt aan een algemeen plan, dat hun bouw voortgezet wordt met de hulp van beproefde technici zooals het betaamt in dit bergland en dat de aangelegde wegen eenigszins « aangenomen worden » door een gespecialiseerden vakkundige.

De Commissie van Koloniën wijst er de Regeering op hoe nuttig het voor haar ware in dit opzicht haar toevlucht te nemen tot de medewerking van ingenieurs van bruggen en wegen in dienst van den Belgischen Staat.

Zij wenscht bovendien dat in de huidige omstandigheden en binnen de mate van het mogelijke de Europeesche agenten bij het aanleggen der wegen te werkgesteld Belgen zijn.

Zij herinnert aan den Minister van Koloniën dat in de jongste jaren verschillende ondernemingen belast met den bouw van wegen of spoorlijnen haast uitsluitend vreemde Europeesche elementen bezigden.

Wat het programma betreft der inlandsche koffieplantages in Ruanda-Urundi, hoewel zij duidelijk het beginsel waarop deze politiek berust goedkeurt, meent de Commissie van Koloniën het Gouvernement van de Kolonie attent te moeten maken op de voorzichtigheid waarmee het past dezen weg op te gaan om den inlander door mislukking niet te ontmoedigen. De op dit gebied van den inlandschen landbouw genomen proeven in Nigerië, de Goud-Kust, in Sierra Leone, in Uganda, Kenya, Tanganyika, Territory, in Nederlandsch Indië, verdienen zijn aandacht gaande te maken. De drukke campagne voortgezet in Ruanda-Urundi om de koffieteelt bij de inlanders te verspreiden schijnt niet aan een rijp overwogen programma te beantwoorden.

Men heeft ons verschillende millioenen gevraagd bestemd om de kosten dezer campagne te dragen die voor doel heeft deze moeilijke teelt bij de massa der inlandsche landbouwers te verspreiden.

Wij weten allen hoeveel zorg de koffieteelt vergt en hoeveel misrekeningen zij verwekt heeft bij Europeesche planters die niet genoeg technisch onderlegd waren.

Mogen wij in die voorwaarden een grooten bijval verwachten van deze campagne, indien men bedenkt dat de inlander van Ruanda-Urundi nog maar de uitgebreide teelt uitoefent en dat hij geenerlei begrip van besproeiing heeft? Zal het den landbouwkundige van het Gouvernement niet onmogelijk zijn doelmatig toezicht uit te oefenen op de honderdduizenden kleine plantages over de vier hoeken van een bijzonder heuvelachtig land.

Wellicht ware het beter zich slechts in die onderneming te wagen na beslissende proefnemingen op kleine schaal ingericht en met de koffieteelt gradueel te verspreiden bij een beperkte reeks inlanders die daartoe de noodige opleiding zouden gehad hebben.

Naar het zou schijnen zou de groote inspanning die geleverd werd van het land, de inlanders, het Europeesch personeel, tot heden slechts ontoereikende uitslagen opgeleverd hebben.

Deze inspanning zou duizenden dagen arbeid vertegenwoordigen en die ware karweien geheel nutteloos uitgevoerd, zouden voor weerslag hebben het gezag der inlandsche hoofden te ondermijnen.

Niemand is gunstiger gestemd dan de Commissie van Koloniën van den Senaat voor de uitbreiding der winstgevende teelten bij de negers.

Doch de verwezenlijking van dergelijk programma moet met methode worden voortgezet op grondslag van proefnemingen die met al de gewenschte wetenschappelijke juistheid geleid worden.

Ook moet de economische politiek worden verwezenlijkt in nauw verband met een programma van maatschappelijke hervormingen en een met helder doorzicht opgemaakt programma van beroepsopvoeding.

Uw Commissie keurt het verslag goed met eenparigheid der aanwezige leden min een onthouding en stelt U met 4 tegen 2 stemmen voor het wetsontwerp aan te nemen.

De Voorzitter-Verslaggever,
R. LEYNIERS.

Buitengewone Begrooting van de Kolonie.

VRAGEN DOOR DE COMMISSIE GESTELD.

VRAAG I. — De Commissie verlangt te weten welke politiek wordt nagestreefd voor het katoen.

Op de Begrooting staat een aanvullende toelage; zouden we daaromtrent enkele ophelderingen kunnen verkrijgen?

Welke is de financieele uitslag van het katoenbedrijf? Moeten de belegde sommen beschouwd worden als een voorschot of als verloren fondsen?

ANTWOORD. — De aanvullende toelage moest gevraagd worden omdat de katoenteelt een uitbreiding genomen heeft die de vooruitzichten overschrijdt. De inlanders hebben een grootere oppervlakte bebouwd dan voorzien was.

Het is niet uitgesloten dat de oogst van 1933 45.000 ton bereikt, zijnde 7.000 ton meer dan het vorige dienstjaar.

De financieele uitslag van de katoenbedrijven hangt af van talrijke factoren: ligging van de betrokken zone, min of meer bevoegd beheer, min of meer krachtdadige bezuiniging van de algemeene onkosten.

Het Departement heeft aan de betrokken maatschappijen meer volledige inlichtingen over die punten gevraagd.

Thans boeken de financieele uitslagen doorgaans verlies.

De sommen ter beschikking van de maatschappijen gesteld, werden haar « voorgeschoten », 't is te zeggen, dat zij wedervorderbaar zijn.

Wanneer de vraag voorkwam der voorschotten voor den oogst van 1933 te doen, werden aan de betrokken maatschappijen nieuwe voorwaarden opgelegd.

Terwijl de oorspronkelijke overeenkomsten de verplichting voorzagen van een terugbetaling na uitkeering van een minimum-dividend, werd aan de maatschappijen die een nieuw voorschot voor 1933 aanvroegen de verplichting opgelegd af te zien van alle uitkeering van dividend vooraleer de voorschotten door de Kolonie toegestaan terugbetaald te hebben.

Bovendien werd een interest van 5 t. h. op de gedane voorschotten vereischt, zelfs op de sommen die in 1932 werden voorgeschoten zonder bepaling van interest.

VRAAG II. — Ten opzichte van interestwaarborg, wenscht de Commissie de globale sommen te kennen die elke maatschappij van in den aanvang getrokken heeft.

ANTWOORD. — Chemins de fer des Grands Lacs

Africains	fr.	118,576,104	64
Vicinaux du Congo		6,893,886	58
Société Transports par trains fluviaux (Sotranco)		303,513	67
Société transports rapides (Trafluci)		714,000	»
Chemin de fer au Kivu.		800,000	» (1)
Chemin de fer « Léopoldville » Katanga-Dilolo.		37,404,556	»
Compagnie du Chemin de fer du Congo		35,000,000	»

(1) L. W. — Bovendien heeft de Kolonie in thesaurie 8.085.000 frank voorgeschoten die interesten vertegenwoordigen die moeten aangerekend als « eerste inrichting », wanneer de maatschappij haar kapitaal zal kunnen verhoogd hebben, wat haar zal toelaten het voorschot door de Kolonie gedaan terug te betalen (overeenkomstig art. 14. Gew. Begr. 1933).

VRAAG III. — De Regeering heeft het tekort gedekt van de Unatra, maatschappij voor het vervoer per stroom.

Welke is de toestand van de andere maatschappijen die ook aan vervoer per stroom doen en die geen toelage ontvangen van den Staat? Zijn zij deswege niet gehandicapeerd tegenover de Unatra?

ANTWOORD. — De Regeering heeft niet « het tekort gedekt van de Unatra ». Zij heeft aan deze maatschappij, als voorschot, zekere sommen gestort als vergelding voor de lasten door dezen openbaren vervoerder gedragen tengevolge van de hem opgelegde tariefverlagingen.

Er werd besloten dat van 1 Augustus 1932 af alle private vervoerders per stroom die het aanvragen en zich aan de door het bestuur gestelde voorwaarden onderwerpen, als voorschot de terugbetaling zullen bekomen van het verlies dat zij zouden lijden tengevolge van het door hen gedane vervoer van producten vrijgesteld bij de afvaart.

Er werd overeengekomen dit verlies te berekenen per kilometerton op grondslag van het verlies door de Unatra geleden op 31 December 1932.

De sommen voorgeschooten zoowel aan de Unatra als aan de private vervoerders zijn terugvorderbaar wanneer de economische toestand het zal toelaten.

LANDBOUWKREDIET.

VRAAG IV. — Welk is het gebruik van het tijdelijk fonds van het landbouwkrediet? In welke gewesten werd het verleend? Mag men weten wat tot nog toe werd gedaan en in welke voorwaarden? Welke zijn de algemeene uitslagen? Indien de Commissie goed ingelicht is, worden de fondsen voor vijf jaar toegerekend. De Commissie begrijpt niet hoe men verwachten kan dat van 1934 af te terugbetalingen op de vroeger toegestane leeningen zullen toereiken voor de verdere behoeften van dit fonds; waarop steunt deze beoordeeling?

ANTWOORD. — Het Tijdelijk Hulpfonds voor den Landbouw werd in 1930 opgericht. Het had tot doel aan de planters die te weinig fondsen bezitten voorschotten te doen voor het onderhoud van hun heesterbeplantingen. Het gold te voorkomen dat deze, dikwijls nog niet rendeerende, beplantingen zouden overwoekerd worden door gras en blootgesteld aan vernieling door brand.

In 1931 werd het Hulpfonds hervormd tot een tijdelijk fonds van het landbouwkrediet. Niet alleen kwam het tusschenbeide voor het onderhoud der beplantingen, doch het voorzag ook kredieten voor de uitbreiding der bestaande ondernemingen en in zekere gevallen hielp het de planters die ter begunstiging van de herleving van hun zaken, belangrijke versche kapitalen in de Kolonie brachten.

Volgende sommen werden voorgeschooten in Afrika :

Provincie Congo-Kasaï.	fr. 2,816,480
Provincie van den Evenaar	6,307,500
Oostelijke provincie.	8,605,376
Provincie Katanga	2,310,200

Fr. 20,039,556

De leeningen toegestaan in Europa bedragen 19,450,000 frank, wat het totaal der tot nog toe verleende kredieten op nagenoeg 40,000,000 frank brengt.

De uitslagen der voorschotten zijn vooral gunstig in de koffieplantages, die bij den aanvang van de crisis nog niet voortbrachten. Het Landbouwkrediet heeft deze ondernemingen in de gelegenheid gesteld zich in stand te houden tot bij de eerste oogsten.

De leeningen worden toegestaan voor tien jaar aan een interestvoet van 5 t. h. zij zullen terugbetaald worden met negen annuïteiten waarvan de eerste vervalt vier en twintig maanden na den datum van onderteekening van het contract (zie art. 14 van het organiek K. B. van 9 Juli 1931.)

Van 1934 af zullen de terugbetalingen vermoedelijk toereiken om te voorzien in de aanvragen voor nieuwe voorschotten, daar deze aanvragen zullen afnemen, namelijk wegens het feit dat weinig nieuwe plantages werden opgericht sedert 1931.

VRAAG V. — De thaas in gang zijnde openbare werken worden voortgezet door middel van de loopende kredieten, toegestaan voor vijf jaar.

Hoeveel bedraagt deze reserve? Mag men het gezamenlijk plan der voorgenomen werken kennen?

ANTWOORD. — Zie bijlage I. Bijgevoegde tabel geeft de lijst der in gang zijnde werken, volgens de laatste aanduidingen van de Diensten in Afrika ontvangen.

Na afschrijving der kredieten noodig voor het volledigen van deze werken en de afschrijvingen voor de overschrijving van kredieten aan de goedkeuring van het Parlement voorgelegd, zal er een reserve aan kredieten blijven voor een totaal bedrag van ongeveer 30 millioen.

Deze reserve zal de uitvoering toelaten van het hierbij gevoegde programma van werken (zie bijlage 2), dat 28,497,747 frank bedraagt, waarvan :

12,731,000 frank voor gebouwen;

7,618,747 frank voor wegen;

8,148,000 frank voor gezondmakingswerken.

BIJLAGE I.

LIJST DER IN GANG ZIJNDE WERKEN.

Provincie Congo-Kassaï.

1. Hospitaal voor Europeanen te Leopoldville (Kalina).
2. Herstellingen van het hospitaal voor negers te Léo-West.
3. Waterleiding Boma (uitbreiding en verbetering).
4. Bestrating kruispunt Sicca en Hanssens' en Moulaertlanen te Leopoldville-Oost.
5. Werken van gezondmaking van Basse-Belgika te Leopoldville-Oost.
6. Haven van Boma (voltooïing en wegennet).

Provincie van den Evenaar.

1. Afzonderingspaviljoen van het hospitaal voor negers te Coquilhatville.
2. Weg Coquilhatville-Bikoro.

Oostelijke provincie.

1. Voltooïing gebouw D. T. te Buta.
2. Beroepsschool te Buta.
3. Drie woningen te Stanleyville.
4. Woningen te Wamba (overdekking met platen).
5. Vervoer en wederopbouw woningen Sluysmans te Uvira.
6. Hospitaal voor Europeanen te Stanleyville.
7. Inrichting van een operatiezaal in het hospitaal voor Europeanen.
8. Hospitaal voor negers te Stanleyville (vergrooting).
9. Hospitaal voor negers te Wamba.
10. Hospitaal voor negers te Lokandu.
11. Woningen der EE. ZZ. verpleegsters te Niangara.
12. Septic-tanks te Stanleyville.
13. Stadswegennet te Stanleyville.
14. Draineeren van de moerassen te Stanleyville.
15. Werken tot gezondmaking te Aketi.
16. Weg Aketi-Mandungu.

Provincie Katanga.

1. Inrichting gevangenis Elisabethville.
2. Herstel gebouwen te Elisabethville.
3. Vervaardiging en herstel mobilair Elisabethville.
4. Vervaardiging en herstel mobilair Jadotville.
5. Kamp stadspolitie te Jadotville.
6. Blocks gemakken in de wijk voor inlanders te Elisabethville.
7. Voltooïing dispensarium-moederhuis te Kabinda.
8. Werken van gezondmaking te Elisabethville.
9. Weg Greinerville, vijfde parallel.

HAVENWERKEN.

- Matadi* (uitgevoerd door de « Compagnie du Chemin de fer du Congo », voor rekening van de Kolonie).
- Uvira* (uitgevoerd door de « Compagnie des Grands Lacs », voor rekening van de Kolonie).
- Albertville* (uitgevoerd door de « Compagnie des Grands Lacs », voor rekening van de Kolonie, blijft de voltooïing van den dam).

BIJLAGE II.

PROGRAMMA DER BUITENGEWONE WERKEN DOOR DEN MINISTER
TOEGELATEN EN UITVOERBAAR IN 1933.

Gebouwen	fr. 12,731,000 waarvan 650,000 «voorbehouden»
Wegen	7,618,747
Gezondmaking	12,648,000 (1)

Fr. 32,997,747

(1) Ten laste van de buitengewone begrooting
van 1930 van het Stadsdistrict 4,500,000Zuiver totaal van het « beschikbaar » af te nemen. 28,497,747
=====*Buitengewone werken waarvan de uitvoering in 1931 door den Minister werd toegestaan.*

	GEBOUWEN.	WEGEN.	GEZONDMAKING.	TOTALEN.
Congo-Kasaï	4,039,000	3,000,000	9,200,000 (1)	16,239,000
Evenaar	650,000	—	500,000	1,150,000
Oostelijke Provincie	3,201,000 (1)	2,800,000	1,448,000	7,449,000
Katanga	3,841,000	1,818,747	1,500,000	7,159,747
Kolonie	—	—	—	1,000,000
	12,731,000	7,618,747	12,648,000	32,997,747

GEBOUWEN.

PROVINCIE CONGO-KASAÏ.

<i>Boma.</i> — Lazaret voor toringlijders	236,000
<i>Matadi.</i> — Afsluiting lazaret	105,000
» Tusschenkomst van de Kolonie in den bouw nieuwe kerk	500,000
<i>Leopoldville</i> (II). — Lazaret poklijders	1,673,000
<i>Leopoldville.</i> — Tusschenkomst Kolonie kerk wijk inlanders	300,000
<i>Tshela.</i> — Hospitalisatie der negers	185,000
<i>Port-Francqui.</i> — Dispensarium voor blanken en negers	125,000
<i>Port-Francqui.</i> — Hospitalisatie der negers	165,000
<i>Banningville.</i> — Gevangenis	250,000
<i>Luebo.</i> — Gevangenis	350,000
<i>Matadi.</i> — Gevangenis	150,000
	4,039,000

(1) Waarvan 650.000 «voorbehouden» (zie onze bijzondere nota).

(2) Waarvan 4.500.000 ten laste van de Buitengewone begrooting van 1930 van het stadsdistrict.

PROVINCIE VAN DEN EVENAAR.

<i>Lukolela.</i> — Aankoop van twee woningen. . fr.	350,000	
<i>Coquilhatville.</i> — Schoolgroep	100,000	
» Hospitaal voor negers (afgez. pav.)	200,000	
		650,000

OOSTELIJKE PROVINCIE.

<i>Aba.</i> — Tuschenkomst Kolonie bouw kerk . fr.	99,000	
<i>Aketi.</i> — Woning (onder voorbehoud)	120,000 (1)	
<i>Niangara.</i> — Wederopbouw afgebrand kantoor .	68,000	
» Paviljoen hospitalisatie negers	150,000	
<i>Dungu.</i> — Wederopbouw afgebrande woning. .	48,000	
<i>Irumu.</i> — Twee woningen (Rechter en Procureur des Konings) (onder voorbehoud).	350,000 (1)	
<i>Irumu.</i> — Werken hospitaal voor negers	70,000	
» Voltooïing moederhuis	60,000	
<i>Kasongo.</i> — Woningen voor geneesheeren (onder voorbehoud)	180,000 (1)	
<i>Kasongo.</i> — Inrichting huis zieken	20,000	
» Paviljoen besm. hospitaal voor negers . . .	23,000	
<i>Stanleyville.</i> — Keuken, waschplaats, hospitaal voor Europeanen	205,000	
<i>Stanleyville.</i> — Vervanging dekens.	205,000	
<i>Buta.</i> — Gevangenis	703,000	
<i>Uvira.</i> — Gevangenis	300,000	
<i>Costermansville.</i> — Gevangenis (aanvulling) . .	340,000	
<i>Kindu.</i> — Gevangenis	145,000	
<i>Bunia.</i> — Normalschool	100,000	
		3,201,000

PROVINCIE KATANGA.

<i>Jadotville.</i> — Kantoren van het district . . fr.	1,000,000	
<i>Elisabethville.</i> — Slachthuis	1,500,000	
» Kerk inlandsche wijk (aanv.)	71,000	
<i>Dilolo.</i> — Twee woningen voor ambtenaren . .	420,000	
» Een woning voor agent	150,000	
» Gevangenis	150,000	
<i>Bukama.</i> — Gevangenis	150,000	
<i>Albertville.</i> — Gevangenis (vergrooting) . . .	280,000	
» Hospitaal (verbetering)	100,000	
<i>Kanzenze.</i> — Tusschenkomst Kolonie bouw kerk.	20,000	
		3,841,000

KOLONIE. — Volgens de behoeften in de provinciën te verdeelen voor herstellingswerken van de gebouwen fr.

1,000,000

Totaal, fr. 12,731,000

=====

(1) Kan slechts gebruikt worden « onder voorbehoud ». (Zie onze bijlage.)

WEGEN.

PROVINCIE CONGO-KASAI.

<i>Provincie.</i> — Wegennet	fr. 2,500,000	
<i>Matadi.</i> — Weg Ango-Ango	500,000	
		<u>3,000,000</u>

PROVINCIE VAN DEN EVENAAR

Niets.

OOST PROVINCIE.

<i>Provincie.</i> — Uitrusting van de wegen met zwaar gerij. — Definitieve Bruggen	fr. 1,000,000	
<i>Beni-Katwe.</i> — Weg en internationale brug	1,200,000	
<i>Kivumeer (Goma).</i> — Haven	600,000	
		<u>2,800,000</u>

PROVINCIE KATANGA.

<i>Lomani.</i> — Vijf verschillende bakken voor passagiers	fr. 800,000	
» Weg Penge-Pania-Mutombo	418,747	
» Greppels en definitieve bruggen (verschillende)	600,000	
		<u>1,818,747</u>
	Totaal, fr.	<u><u>7,618,747</u></u>

GEZONDMAKING.

PROVINCIE CONGO-KASAI.

<i>Matadi.</i> — Kanalisatie grachten	fr. 2,000,000	
<i>Leopoldville.</i> — Wegennet (toelage D. U.)	500,000*	
» Kanalisatie Belgika (Toelage D. U.)	2,000,000*	
» Riolen (toelage D. U.)	2,000,000*	
» Waterleiding (uitbreiding wijk inlanders)	1,600,000	
<i>Boma.</i> — Gezondmaking	1,000,000	
<i>Luebo.</i> — Pompen zoet water	100,000	
		<u>9,200,000</u>

PROVINCIE VAN DEN EVENAAR.

<i>Provincie.</i> — Gezondheidswerken	fr. 500,000	
---	-------------	--

OOSTELIJKE PROVINCIE.

<i>Stanleyville.</i> — Draineeren	fr. 300,000	
<i>Uvira.</i> — Onderneming in het gebied	1,148,000	

PROVINCIE KATANGA.

<i>Albertville.</i> — Kleine waterleiding	fr. 500,000	
<i>Elisabethville.</i> — Kleine waterleiding	1,000,000	
	Totaal, fr.	<u><u>12,648,000</u></u>

(1) Deze kredieten moeten afgenomen worden van de kredieten voorbehouden aan het stadsdistrict op de Buitengewone begroting van 1930.